

Architecture : des coopérations fructueuses pour les écoles ?

Françoise Ged

Depuis le début des années 2000, les écoles d'architecture françaises et chinoises ont développé des échanges particulièrement nombreux et souvent fructueux, bien que les cadres de production dans l'un et l'autre pays soient très différents et les pratiques également ; or, ces échanges n'impliquent pas nécessairement un apprentissage approfondi de la langue étrangère, que celle-ci soit chinoise ou française. Un nombre croissant d'étudiants ou de jeunes diplômés partent faire des séjours d'études, des stages ou des recherches en Chine dont la vision médiatisée de l'urbanisation est plus souvent montrée sous un jour alarmiste qu'engageant. Pourtant l'atout professionnel qu'ils en retirent à leur retour est très positif. Il en va de même pour les étudiants chinois, de plus en plus nombreux à venir s'inscrire en France, soit en cycle de recherches sur la ville, le patrimoine, l'aménagement, le paysage et l'architecture, soit en formation initiale diplômante. Le programme présidentiel « 150 architectes, urbanistes, paysagistes en France 1998-2005 », mis en place par le ministère des Affaires étrangères, inventé et géré avec l'Observatoire de l'architecture de la Chine contemporaine, impliquant le soutien des écoles, des agences et de nombreux partenaires publics, a joué un rôle fondamental dans cette ouverture entre les deux milieux chinois et français.

Comment tirer parti de ces nouvelles données et de ces expériences ? Peut-on associer plus avant les spécialistes d'études chinoises et les milieux de l'architecture pour qui la Chine est devenue un terrain de réflexion, de formation et d'action ? La ville, les territoires urbains et ruraux, et les sociétés qui les habitent, sont face à des transformations profondes, comment mettre à profit les savoirs des uns et des autres sur des sujets et sites d'études communs ?

Les écoles d'architecture en France et en Chine, anciennes réminiscences et nouvelles attirances

En France, la demande a considérablement changé entre les années des Trente Glorieuses, les trois décennies qui ont suivi l'après-guerre, pendant lesquelles le pays s'est rapidement urbanisé, et les générations formées après 1968, à la suite de l'éclatement des Beaux-Arts en une vingtaine d'écoles rebaptisées alors unités pédagogiques, marquées par l'interdisciplinarité, l'intérêt porté aux sciences sociales et humaines et le développement des équipes de recherche. Du côté professionnel, la commande se faisait moins fournie et l'ouverture à des disciplines connexes était révélatrice à la fois des changements de la société française marquée par les révoltes de 1968, et la prise en considération d'une société plurielle aux besoins contrastés. En Chine, l'enseignement a longtemps été marqué par l'enseignement dispensé par l'École des Beaux-Arts, curieusement par l'intermédiaire des États-Unis et de l'université de Pennsylvanie dirigée par le Français Paul Cret, peu connu dans son propre pays, mais figure de référence en Chine ¹. En 2002, lors d'une mission avec les directeurs et enseignants d'une dizaine d'écoles françaises à Shanghai, Nankin, Tianjin et Pékin, celui-ci a encore été cité avec déférence à plusieurs reprises.

Des générations d'architectes

La Chine compte relativement peu d'écoles d'architecture, au regard de sa population ² ; la brutale fermeture des universités pendant la décennie de la Révolution culturelle a *de facto* provoqué une coupure majeure dont les effets pervers mettent plusieurs décennies à cicatriser et dont l'impact est plus profond que le relatif manque de diplômés. En effet, c'est

¹ Un colloque international lui a été consacré en 2003 à l'université de Pennsylvanie, intitulé « The Beaux Arts, Paul Philippe Cret and 20th Century Architecture in China », 3-5 octobre 2003.

² La Chine comptait près de 200 architectes installés dans les grandes villes avant 1949 tandis que 400 étaient annuellement diplômés au début des années 1960. En 1997, après l'instauration des examens professionnels, 4 408 architectes étaient enregistrés, cf. Jeffrey Inaba, Rem Koolhaas and Sze Tsung Leong (ed.), *Great Leap Forward*, Cologne : Taschen, 2001, p. 158-161. À titre de comparaison, 1 600 diplômés sortent environ chaque année des écoles d'architecture françaises (données de l'ordre national des Architectes).

non seulement une génération absente pour l'acte de construire et aménager le territoire, l'adapter aux besoins d'une population en augmentation constante, mais aussi une génération manquante pour former les générations suivantes.

Or, le pays a changé, profondément et rapidement au cours des trois précédentes décennies et le monde aussi. Le secteur de la construction a été présenté comme l'un des moteurs de la croissance par le gouvernement chinois au début des années 1990 et le nombre incalculable de mètres carrés construits, comme l'urbanisation envahissante du territoire, témoignent sans ambiguïté de la rapidité, souvent dénuée de qualité, avec laquelle cette directive a été appliquée. Dans le même temps, l'enseignement de l'architecture et de l'urbanisme a été plus lent à évoluer. Les raisons sont plurielles : le temps nécessaire au renouvellement des élites en est une composante majeure, la capacité d'investir dans les nouveaux équipements informatiques (qui ont remplacé les outils traditionnels du dessin et de la photographie argentique à la fin du xx^e siècle), et surtout la capacité à élargir un horizon conceptuel longtemps confiné au seul territoire chinois.

En effet, si la génération qui a ouvert les écoles d'architecture chinoises dans les années 1920-1930 a été formée aux États-Unis et au Japon, fréquentant alors un milieu international, la génération suivante n'avait que l'URSS comme pays référent et partenaire, pendant la décennie de la reconstruction, les années 1950 jusqu'à la rupture sino-soviétique de 1961. Cela signifie que les architectes et urbanistes en chef des années 1980-1990, chargés de mettre en œuvre cet essor de la construction, avaient en général été formés au début des années 1950, avec peu de références sur le monde extérieur, et un âge proche de la soixantaine lorsque l'urbanisation s'est développée. Ils avaient pour les seconder des diplômés bien plus jeunes, dont l'ouverture sur les pratiques et les réalisations hors de Chine était encore très limitée, en raison du faible nombre de sorties possibles du territoire et des diffusions limitées d'ouvrages, revues ou films étrangers. En effet, la réouverture des écoles en 1977 s'est accompagnée d'une ouverture internationale limitée au milieu des années 1980 à un petit nombre de professeurs ou de diplômés triés sur le volet, phénomène qui a pris de l'ampleur à la fin des années 1990 et surtout après 2000 avec l'enrichissement des citadins et la croissance économique du pays.

Être architecte en Chine

Dans les années 1980-1990, un architecte ou un urbaniste une fois diplômé était assuré d'avoir un travail, dans une structure collective pour la grande majorité, les *design institute* qui, selon une évaluation nationale en rang A, B, C³, interviennent sur des projets plus ou moins complexes. Le classement d'entrée à l'université est un indicateur de reconnaissance du diplôme obtenu, auquel s'ajoute celui des universités évaluées au niveau national, avec les universités de Tsinghua à Pékin, Tongji à Shanghai, Dongnan à Nankin classées parmi les premières. Les agences privées, en général des petites structures, ont commencé à apparaître à la toute fin des années 1990 et restent peu nombreuses.

Face à une demande forte de construction et d'aménagement, les architectes et les urbanistes ont été formés à produire des réponses rapides et pragmatiques ; ils apprennent en quelque sorte un modèle technique en même temps qu'un mode constructif, par exemple à maîtriser les grandes portées en faisant un projet de stade. L'apprentissage est celui d'objet(s) à construire, dans un environnement qui entre peu en considération et d'autant plus méconnu que les étudiants sélectionnés au niveau national ont une méconnaissance de leur pays liée au fait qu'ils ont peu eu l'occasion de le visiter ou de s'y déplacer. Sélectionnés par une université souvent distante de leur lieu d'habitation et face à la charge de travail demandée, ils n'ont pas toujours l'envie, la curiosité ou les moyens de se promener dans la ville où ils font leurs études. Il en résulte une méconnaissance du terrain, dans un sens large englobant la construction, les modes de vie et la société.

L'absence de contact avec les matériaux, leurs qualités et leurs modalités de mise en œuvre que renforce dans la pratique professionnelle l'absence de rémunération pour le suivi de chantier par le concepteur sont toutes deux révélatrices de la primauté du design et de l'image dans l'exercice de la profession en Chine. D'une certaine manière, on pourrait rapprocher cette pratique des belles œuvres récompensées par le prix de

³ Voir aussi Françoise Ged, « Chine : enseignement de l'architecture », *Le bulletin d'informations architecturales*, 1999-221, p. 10-11. Sur les instituts de projets, voir le chapitre intitulé « Les pratiques de la maîtrise d'œuvre », in Collectif, *Construire en Chine*, Paris : Afex, 2005, p. 31-32 ; et l'ouvrage plus complet de Charlie Q. L. Xue, *Building Practice in China*, Hong Kong: Pace Publishing, 1998.

Rome, sans véritable considération pour l'adaptation de l'édifice et de son environnement aux besoins de sociétés en mutation, qu'elles soient urbaines ou rurales.

Les modes de développement urbain choisis dans les années 1980 et appliqués depuis les années 1990 frappent par leur fonctionnalisme, découpant la ville en secteurs dévolus aux nouvelles technologies, aux logements, à l'administration, avec des impératifs chiffrés en nombre de logements ou en mètres carrés de construction à finaliser dans un délai donné. Le cumul des fonctions de maître d'œuvre et maître d'ouvrage, de client et de prescripteur, l'aptitude des institutions à être juge et partie ⁴ a facilité la rapidité des mises en œuvre au détriment de la qualité des constructions comme celle des espaces publics, d'autant plus aisément que la défense des droits individuels ou collectifs en ce domaine n'a commencé à apparaître qu'au cours des années 2000 ⁵.

⁴ Liu Yumin, urbaniste à la Commission d'urbanisme de Pékin et boursier du programme présidentiel en 2002-2003, l'indique dans son rapport, *L'introduction de la Commission d'urbanisme de Pékin*, mémoire de master Management public et maîtrise technique, Paris : École des ponts et chaussées, 2003, 50 p. + annexes.

⁵ La montée en puissance des propriétaires par exemple, telle cette mise en cause devant la justice du promoteur qui avait construit une tour de logements dans un emplacement réservé à un jardin ou un équipement public, par un collectif de propriétaires qui tenait à conserver la faible densité construite, telle qu'elle leur avait été vendue sur le plan de l'ensemble loti. Ces derniers eurent gain de cause et la nouvelle fut diffusée dans la presse, constituant en quelque sorte un avertissement lancé à l'encontre des mauvaises pratiques des promoteurs. Une autre affaire, rapidement médiatisée mais cette fois par des canaux informels *via* les réseaux Internet puis reprise par la presse étrangère, a eu un impact important : la « maison-clou » à Chongqing, une petite maison isolée au cœur des fondations en cours de creusement d'un gigantesque chantier, dont les courageux occupants eurent finalement gain de cause alors qu'ils demandaient une revalorisation des compensations de déménagement. L'affaire fit jurisprudence, quelques mois après, une situation similaire se produisait à Shenzhen, avec les mêmes conclusions. Depuis, les autorités locales demandent de plus en plus souvent une prise en compte des habitants dans les opérations urbaines.

Les échanges internationaux

Les échanges internationaux ont-ils là un rôle à jouer ? Oui, cette conviction profonde habite ceux qui se sont lancés dans la réalisation de ces échanges ambitieux. Améliorer la qualité des ouvrages, de l'environnement bâti et paysager relève du domaine de la formation, celle des prescripteurs, architectes ou urbanistes, comme celle des décideurs, autorités locales et promoteurs. C'est tout l'intérêt des formations articulant études urbaines et architecturales, environnement et société, qui sont d'autant plus appréciées que ces enseignements coordonnés sont encore peu développés dans les cursus chinois. Dans ce contexte, les échanges avec les établissements étrangers sont très appréciés, à la fois comme source de renouvellement, et aussi comme caution et levier pour faciliter de nouveaux programmes d'enseignement.

Du côté des écoles françaises, les interlocuteurs sont pluriels : étudiants, enseignants, professionnels et personnel administratif. En regardant l'évolution de cette dernière décennie, les échanges tendent à se multiplier, signe que les directeurs d'école sont plus à même d'investir dans des programmes hors de France ou d'Europe, que les enseignants sont intéressés à développer leurs activités sur de nouveaux terrains d'études, au risque d'être déstabilisés sur des sites et des problématiques qui ne leur sont pas familiers.

Quant aux étudiants, ils apportent souvent une part de financement lors d'un voyage d'école en Chine, révélatrice de leur engagement et de leur curiosité ; ils montrent un réel intérêt pour connaître les modes de vie et les modes de travail, poursuivant souvent cette première entrée par la recherche d'un stage en agence en Chine, ou par un travail personnel de recherche l'année suivante. Les apports mutuels sont réels, côté français et chinois, avec un bémol néanmoins pour les responsables administratifs chargés de monter des dossiers complexes dès lors qu'il s'agit de voyages internationaux, qui ont rarement l'occasion de se rendre eux-mêmes sur le terrain.

Pour amorcer de tels échanges et les rendre imaginables, un programme a joué un rôle moteur de 1998 à 2005, par son adéquation à la demande, son suivi, son appellation et la continuité dont il a fait l'objet, le programme présidentiel « 150 architectes, urbanistes, paysagistes en France ».

Un outil important, à l'appellation prestigieuse : le programme présidentiel « 150 architectes, urbanistes, paysagistes en France 1998-2005 »

Lors de son voyage officiel en Chine en mai 1997, le président Jacques Chirac annonçait à Pudong ⁶, devant la multiplication des tours en chantier ou déjà érigées qui bouleversaient le paysage shanghaien, que la France allait former cinquante architectes chinois. Ce n'était pas de l'ironie mais une intention déclarée qu'il s'agissait de transformer en véritable projet. Dans les mois qui suivirent un comité constitué pour l'occasion ⁷ proposa un programme qui fut soutenu par le service de coopération et d'action culturelle de l'ambassade de France à Pékin ⁸ et validé par le ministère des Affaires étrangères. Mis en œuvre au début de l'année 1998, son succès lui valut d'être prolongé et élargi à une centaine de professionnels supplémentaires trois ans plus tard. En effet, dès la première session d'architectes reçue en France, un accord était conclu entre sociétés françaises et chinoises, et non des moindres : l'Agence d'études des gares, l'AREP ⁹, dont le mode de fonctionnement était d'ailleurs relativement proche de ses homologues chinoises, et l'Institut de projets qui était alors lié au ministère de la Construction ¹⁰.

⁶ Discours du président de la République à Shanghai, le 18 mai 1997 : « (...) je souhaite faire de l'architecture l'exemple d'une association réussie entre les talents de nos deux pays. J'ai le plaisir d'inviter cinquante futurs ou jeunes architectes chinois à venir en France pour compléter leur formation, mener des missions d'études ou encore pour s'associer avec des cabinets d'architectes français au service de projets communs. » Disponible en ligne : [www.elysee.fr/archives/interventions/discours et déclarations/1997/mai](http://www.elysee.fr/archives/interventions/discours%20et%20d%C3%A9clarations/1997/mai).

⁷ Ce comité comprenait les représentants des grandes écoles d'architecture de Pékin, un architecte réputé, Cui Kai, qui dirigeait à l'époque l'Institut de projets du ministère de la Construction, Qi Xin, un architecte installé à Pékin ayant reçu une double formation en Chine et en France, et des représentants des ministères chinois et français.

⁸ Michel Culas à Pékin, au service de coopération et d'action culturelle et Colette Deloin à Paris, dans le suivi des actions sur la Chine, ont particulièrement soutenu l'initiative de proposer des bourses de longue durée pour faciliter des relations de confiance.

⁹ Voir <http://www.arep.fr>.

¹⁰ Jean Marie Duthilleul pour l'AREP et Cui Kai pour la partie chinoise. Le jeune

Les modalités du programme présidentiel

Le programme s'est décliné en deux formules, l'une destinée à des cadres de 35 ans environ, anglophones, amenés à suivre pendant dix semaines les pratiques d'une agence d'urbanisme, d'un bureau d'architecture, d'une société mixte chargée d'aménagement urbain. Au préalable, pendant deux semaines, la présentation du cadre institutionnel français permettait de repérer au niveau de l'État et de la ville, des services publics les responsabilités et les moyens dont chacun dispose dès lors qu'il s'agit de construire, de protéger, d'aménager, de démolir. Ces présentations étaient source de discussions réciproques et ont permis, de part et d'autre, de mieux connaître les deux systèmes, leurs différences et leurs similitudes. Elles avaient pour visée de faciliter les coopérations directes, une fois exposée la répartition des rôles, la compréhension des fonctions et des outils dont disposent les institutions et les professionnels.

La seconde formule, destinée à des architectes, urbanistes ou paysagistes de moins de 35 ans avec expérience, commençait à Pékin par une formation intensive en français, accompagnée de cours sur l'urbanisme et l'architecture. À l'arrivée en France début septembre, une remise à niveau en français, accompagnée de visites, précédait l'intégration dans le cursus de dernière année des écoles d'architecture. L'école est en effet le lieu qui rassemble le plus des professionnels différents, avec des pratiques distinctes, qu'elles soient pédagogiques ou liées à l'établissement du projet. En parallèle, selon les souhaits des candidats comme des structures d'accueil, des stages en agence facilitaient la connaissance du milieu professionnel français, enrichissant les intérêts et les curiosités mutuelles.

Pour ces jeunes, avides de connaître l'étranger et de voir sur place les réalisations connues par les revues, le séjour en France offrait l'occasion de visiter l'Europe, que ce soit avec l'appui d'Egide, l'organisme d'accueil offrant des tarifs préférentiels pour les boursiers étrangers, en voyage d'étude avec les écoles d'architecture ou par eux-mêmes, enrichissant de fait leur culture architecturale et urbaine.

stagiaire qui facilita la connaissance des deux milieux est Li Xinggang, qui fut ensuite associé au chantier du stade olympique conçu par les architectes suisses Herzog et de Meuron.

Architecture : des coopérations fructueuses pour les écoles ?

La sélection des candidats s'est effectuée à deux niveaux, à Pékin en premier lieu, par un comité choisi pour l'occasion, composé de professionnels et de représentants d'universités, à Paris ensuite, par un comité composé de représentants des ministères associés et des institutions liées à la profession. Des bilans annuels avec l'ensemble des intervenants, intégrant les conclusions des boursiers chinois, ont rythmé les deux fois sept sessions du programme.

En dernier lieu, des personnalités choisies, dans le cadre de programmes préexistants nécessitant un soutien complémentaire, ont bénéficié de ces invitations en France, tels que le comité de sélection chinois, ou des doctorants suivant un double cursus en France.

Les raisons du succès : confiance et continuité, suivi personnalisé

L'efficacité du programme « 150 architectes, urbanistes, paysagistes chinois en France 1998-2005 », appelé par facilité « programme présidentiel » – un atout en soi – repose sur des fondations solides : une bonne connaissance préalable du terrain en Chine et en France, c'est-à-dire des attentes, des écueils et des potentiels du côté chinois, des atouts de la partie française et des pratiques du milieu professionnel. Il a bénéficié d'une continuité rare, un financement sur sept ans, durée pendant laquelle se sont succédés en France des petits groupes (12 à 30 boursiers par an) de jeunes professionnels, anglophones et francophones, francophiles si le séjour leur avait plu, et que certains prolongèrent à leurs frais pour mener des études complémentaires ou travailler dans les agences françaises.

Cette continuité dans un temps donné a permis d'augmenter régulièrement le nombre d'intervenants impliqués, au sein des écoles et parmi les professionnels, d'étendre sa portée de Paris à plusieurs villes et écoles de provinces et par la même occasion d'ouvrir plus largement les terrains d'échange. La Chine est devenue dans le milieu français de l'architecture, un pays mieux connu, plus proche de nos préoccupations, avec lequel il devenait envisageable d'engager des échanges sur une base d'intérêts partagés. Désormais la majorité des écoles accueillent des étudiants chinois, venus poursuivre des études en France à leurs frais et la majorité des vingt écoles nationales ont mis en place des programmes d'échange avec la Chine.

L'École de Chaillot, école de spécialisation sur le patrimoine, a pour sa part développé un lien original avec l'université Tongji au cœur d'une coopération plus large qui a pour origine une demande portant sur les moyens et les modalités de protection des quartiers anciens en Chine, que je développerai par la suite. Quant aux agences françaises, plus de la moitié de leurs projets à l'étranger se font en Chine ¹¹.

Enfin, pour être efficace, mesurer les attentes des différents intervenants impliqués, outre les boursiers eux-mêmes, les écoles, les services et les professionnels engagés dans le processus, en France comme en Chine, un suivi personnalisé est indispensable. Le travail majeur quoique peu visible des intermédiaires, qui consiste à recueillir et mettre en commun les informations afin de répondre efficacement aux attentes, nécessite d'activer et d'intégrer différents réseaux sur l'aménagement, la ville, la restauration la construction, etc., selon les questions posées et d'intéresser ces réseaux à la connaissance des problématiques et des cultures chinoises.

Constituer un réseau chinois

Conduire un programme qui a pour objet la création d'un réseau d'interlocuteurs en Chine se construit nécessairement dans la durée, le temps d'apprendre à se connaître, de saisir l'occasion de faire ensemble, de choisir avec qui entamer un programme de coopération, de créer une confiance partagée.

La qualité des boursiers chinois proposés par le comité chinois est née de cette confiance commune, nourrie d'antécédents fructueux. Plusieurs manifestations avaient déjà eu lieu entre les deux pays au cours des années 1990 : expositions, séminaires, échanges d'étudiants et professeurs, révélateurs de l'intérêt que déjà chacun se portait ¹². C'est ainsi que les intervenants principaux du comité chinois ¹³ acceptèrent de consacrer du temps à

¹¹ Évaluation en 2010 de l'AFEX, Association des architectes français à l'export.

¹² Par exemple, *A3 architecture art association* avait organisé des journées d'études et des expositions en France et en Chine au cours des années 1990, les écoles d'architecture de Bordeaux et Trondheim des colloques en 1995 et 1996 en Chine et en Europe, tandis que la région Île de France et l'Institut français d'architecture avaient chacun engagé des coopérations efficaces en 1984 qui ont duré 5 à 10 ans.

¹³ Le comité de pilotage chinois était placé sous l'égide du service de coopération

la sélection, permettant de contribuer par leurs conseils au développement des échanges à moyen et long terme entre les praticiens et les enseignants des deux pays.

Créer un réseau d'interlocuteurs de qualité était d'autant plus important que la situation était propice : du fait de l'absence d'une génération formée lors de la Révolution culturelle, celle âgée d'une trentaine d'années aurait rapidement l'occasion de prendre des postes de responsabilité, occupés alors par des dirigeants de soixante-cinq ans et plus. Cibler cette tranche d'âge, choisir les meilleurs d'entre eux, à même de monter en puissance dans leur établissement et donner l'occasion à cette élite de venir en France, d'apprécier sa culture, c'était favoriser le développement de relations durables avec des interlocuteurs de bon niveau.

Cette idée était confortée par l'observation de ce qui se déroulait à Shanghai. En effet, à compter du début des années 1990, la ville plaçait aux postes clés de l'aménagement de Pudong de jeunes dirigeants de trente à quarante ans, maîtrisant l'anglais, à l'initiative de Zhu Rongji maire de Shanghai et promoteur du projet de Pudong. Le remplacement des élites allait se propager dans le reste du pays, à des rythmes différents selon les habitudes locales et les pyramides des âges. Il fallait se servir de cette opportunité. L'importance du séjour diplômant à l'étranger était un plus, le début du xx^e siècle l'avait montré : les premiers architectes diplômés au Japon, aux États-Unis, en Europe, de retour en Chine dans les années 1920-1930, sont connus pour la qualité des édifices qu'ils construisirent ou des enseignements qu'ils mirent en place.

Permettre que la Chine devienne un interlocuteur pour des échanges futurs dans le milieu de l'architecture, c'est aussi la rendre accessible pour la partie française. Au printemps 2002, des enseignants et directeurs d'école allèrent en Chine, pour connaître la vie des villes et des univer-

culturelle et scientifique de l'ambassade de France à Pékin ; il comprenait M. Han Jun, représentant du ministère des Sciences et de la technologie, M. Li Dexiang, directeur de l'École d'architecture de l'université Tsinghua à Pékin, M. Zhang Zugang, vice-président de l'Association des architectes chinois, M. Chen Guangjing, géographe et francophone à l'Académie d'urbanisme, Mme Li Aifang, directrice de l'École d'architecture de l'université polytechnique de Pékin, M. Cui Kai, directeur de l'Institut de projets du ministère de la Construction, et M. Qi Xin, architecte francophone qui a monté l'agence *Qi Xin architects and engineers* au cours du programme.

sités, des départements et des campus, des instituts de conception et des équipes de recherche ¹⁴. Cette visite favorisa la mise en place d'ateliers, de séjours d'études et de stages pour les écoles françaises en Chine.

Pour le milieu professionnel au sens large, maîtrise d'œuvre et maîtrise d'ouvrage, praticiens et enseignants, étudiants et chercheurs, l'année de clôture du programme présidentiel en 2005 offrait un tremplin d'autant plus symbolique qu'elle s'inscrivait dans le cadre des années croisées, qui sont une occasion de multiplier les manifestations culturelles entre la France et la Chine ¹⁵. C'est ainsi que plus de cinq cents personnes se sont retrouvées à l'université Tongji pour les Rencontres de Shanghai dans le cadre de séminaires, de conférences et d'expositions permettant de faire connaître les pratiques des uns et des autres : écoles, agences d'architecture, bureaux d'urbanisme, instituts de projets, établissement public d'aménagement et interlocuteurs privilégiés du programme présidentiel. Mener l'ensemble du processus fut loin d'être simple, compte tenu de la multiplicité des interlocuteurs et, sans doute, c'est précisément cette pluralité qui donna l'occasion de tremplins diversifiés pour la profession comme pour l'enseignement et la recherche.

Coopérations avec Tongji, quelle exemplarité ?

Tongji

La coopération menée avec l'université Tongji depuis 1998 est intéressante à plus d'un titre. Elle débute à la façon d'un mariage arrangé, alors qu'à l'issue d'un colloque nous sommes sollicités pour rencontrer un professeur, qui nous propose de développer un programme de coopération sur la protection des

¹⁴ En 2002, la visite de quatre parmi les huit grandes écoles d'architecture chinoises – Shanghai (Tongji), Nankin (Dongnan), Tianjin et Pékin (Tsinghua) – eut un impact majeur parmi les participants issus d'une dizaine d'écoles françaises, directeurs et secrétaires généraux, professeurs et praticiens. Elle facilita la mise en place de conventions inter-établissements, qui ne relevaient pas toujours des écoles visitées, mais des envies liées à une ville ou aux rencontres effectuées.

¹⁵ Voir l'album du ministère des Affaires étrangères, *Les années France-Chine 2003-2005*, qui témoigne des échanges pendant cette période entre les deux pays et a été publié par l'Action française d'action artistique en novembre 2005.

quartiers anciens ¹⁶ avec l'équipe de chercheurs qu'il dirige, au Centre national de recherches sur les villes historiques chinoises qui vient à peine de se créer à Tongji.

D'emblée la coopération se développe selon trois axes : le travail de terrain, la formation des enseignants en France, la formation des décideurs chinois et la diffusion pour valoriser et appuyer les travaux menés, très novateurs en Chine. Le travail pratique, qui sert à tester la pertinence des propos de la partie française appliquée au terrain chinois, s'est d'abord effectué aux abords de Shanghai, dans cette région du Jiangnan, à laquelle le Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO porte aussi intérêt ¹⁷, avec la petite ville de Tongli, située à 18 km de Suzhou, comme support d'étude, distante d'une vingtaine de kilomètres des autres sites d'étude de Xitang, Nanxun, Wuzhen, Zhouzhuang et Luzhi, des petites villes situées au nord du Zhejiang et au sud du Jiangsu.

Tout travail sur un territoire, quel qu'en soit la dimension, fait appel aux décisions des autorités locales et des administrations qui le gouvernent ; c'est pourquoi nous attachons une grande importance à former les décisionnaires en même temps que les urbanistes et les architectes qui proposent des projets, en organisant visites et rendez-vous avec les acteurs concernés.

Le travail de terrain se développe autant en Chine qu'en France, prenant appui sur la présentation de sites et de villes correspondant à des thématiques distinctes (logements sociaux, espaces publics et sensibilisation des habitants). L'observation sur place s'accompagne de discussions avec les organismes chargés de mettre en œuvre les politiques et les réglemen-

¹⁶ À l'issue de la Conférence internationale des maires des villes historiques chinoises et de l'Union européenne organisée conjointement par les villes de Chinon et Suzhou, l'UNESCO, le ministère chinois de la Construction, et à laquelle l'Observatoire Chine de la Cité de l'architecture et du patrimoine a collaboré par l'intermédiaire de Bruno Fayolle Lussac et moi-même, Wang Jinghui, conseiller du ministre, nous présente le professeur Ruan Yisan en nous suggérant de développer des coopérations avec l'université Tongji.

¹⁷ Minja Yang, alors directrice pour la région Asie Pacifique au Centre du patrimoine mondial, proposait en effet au professeur Ruan Yisan de monter un dossier d'inscription sur la liste du patrimoine mondial pour les petites villes de caractère de la région du Jiangnan.

tations, avec les services techniques chargés de les faire appliquer, avec les équipes en charge des études de faisabilité et des analyses préalables. Cette phase, en France, comme pour les coopérations avec les écoles, suppose un travail en amont qui permette aux équipes françaises de comprendre dans quel cadre se pose les questions de nos partenaires chinois. Pour une réelle efficacité, ces temporalités intermédiaires jouent un rôle majeur dans la mise en œuvre du projet.

Par la suite, les sujets abordés ont été élargis à d'autres provinces, le Shanxi, le Guizhou et le Sichuan avec pour fil directeur le patrimoine, paysager, urbain, architectural et des ramifications liées aux caractéristiques des sites : reconstruction après catastrophe, développement d'un tourisme culturel articulant villes et campagnes... dans le cadre d'une convention large associant au ministère de la Culture et de la communication, la direction générale des Patrimoines, la Cité de l'architecture et du patrimoine avec, à Shanghai, le World Heritage Institute for Training and Research-Asia Pacific et l'université Tongji.

En parallèle des travaux menés sur les sites d'études par les enseignants chinois avec leurs étudiants, nous accueillons en France dans des formations spécialisées avec un suivi personnalisé des chercheurs chinois, aptes à se débrouiller en français par eux-mêmes (pour suivre des cours, des réunions et des entretiens). Accueillie en 1999-2000 en formation, puis en observation de l'enseignement mené, Shao Yong, ancienne doctorante devenue professeur, est aujourd'hui un partenaire privilégié, responsable d'un cursus spécialisé sur la ville et le patrimoine à l'Université. Tout naturellement, cette nouvelle formation a mis en place des projets communs avec l'École de Chaillot : tous les deux ans, un groupe de vingt à trente étudiants chinois et français analyse et fait des propositions sur un site étudié pendant une année scolaire, après un voyage d'étude ; ce fut Zhaji dans la province de l'Anhui en 2007-2008, et Liang proche de Pingyao dans la province du Shanxi en 2009-2010. Les travaux des étudiants font l'objet d'expositions en Chine et en France, contribuant à la sensibilisation et aux prises de position sur le sujet.

Pour que ces actions portent des fruits, le travail de médiation et d'intermédiaire est fondamental : il suppose de connaître à la fois les langues et les sujets des deux côtés, pour savoir distinguer l'essentiel, repérer les priorités, identifier les difficultés lors des mises en parallèle des

outils et des systèmes. Les médiateurs relèvent de deux types de compétence : interprètes, ils facilitent la communication lors de visites officielles d'autant mieux que le sujet est préparé à l'avance ; spécialistes en études chinoises et en architecture ou urbanisme, ils connaissent les cultures de part et d'autre et sont les chevilles ouvrières du processus, permettant de créer les plates-formes d'échanges entre les uns et les autres, spécialistes français et chinois.

Favoriser la connaissance des projets de coopération pourrait être une piste complémentaire au cursus existant et permettrait d'ouvrir ces champs de la médiation aux sinisants au sein des programmes universitaires.

Ville et sociologie : des perspectives d'avenir ?

En 2009, le service culturel de l'ambassade de France à Pékin proposait qu'un colloque sur la ville se tienne à l'université Tsinghua et demandait aux ateliers doctoraux dirigés par Jean-Louis Rocca et à l'Observatoire de l'architecture de la Chine contemporaine d'en être les organisateurs pour la partie française. Nous avons choisi de croiser le regard du sociologue, de l'architecte ou de l'urbaniste en prenant pour appui des études de cas portant sur Pékin, Shanghai, Paris et Québec. Lors du colloque intitulé « Urbanisation, globalisation, des habitants dans la ville », nous avons été frappés par la vivacité des débats et par le potentiel qu'apporteraient la mise en commun des connaissances des sociologues et des architectes-urbanistes sur les modes de construction de la ville, à partir de cas d'études partagés, en associant dans une même équipe des partenaires chinois identifiés tels que les services techniques des villes chinoises et françaises avec des chercheurs afin de connaître les forces en jeu dans les opérations urbaines en Chine et en France.

Dans ce cadre, il s'agit d'associer des sociologues chinois et français sur des études de cas, en France et en Chine, avec les professionnels français et chinois qui interviennent au niveau municipal sur des morceaux de ville ; qui fait quoi, avec quels outils, quels moyens, quels enjeux, voilà une piste nouvelle, complexe à monter par la pluralité des intervenants, mais porteur de connaissances mutuelles sur un sujet qui nous intéresse tous, le cadre de vie des citoyens.

En guise de conclusion, je voudrais insister sur plusieurs éléments : la nécessité de permettre aux programmes, dont la qualité est reconnue, de s'établir dans la durée, l'importance des relations de confiance, sur laquelle repose tout échange de qualité, et le choix des partenaires. Depuis plus de douze ans qu'est engagée la coopération avec Tongji, nous constatons combien le choix d'avoir pour interlocuteurs directeurs et doctorants était fondamental : former des élites permet de travailler ensuite au meilleur niveau et d'élargir les champs de la coopération en développant de nouvelles pistes. En témoignent les nombreuses coopérations engagées par Tongji avec la France, souvent avec notre appui : Paris 1, les écoles d'architecture de Versailles, Montpellier, Belleville et La Villette, le Centre universitaire d'enseignement du journalisme de Strasbourg, l'Institut pour la ville en mouvement...

Enfin, je voudrais rappeler à quel point nos savoir-faire peuvent être appréciés si nous savons nous-même identifier leurs qualités et à quel point nous apprenons de ces échanges. Le directeur de l'urbanisme du Havre, M. Dhervillez, commentant les orientations nouvelles du Havre à une délégation chinoise qu'il accueillait fin 2009, insistait sur ce que la Chine lui avait apporté comme matière à réflexion sur son propre terrain, lorsqu'il eut l'occasion de participer en 2005 aux Rencontres de Shanghai.

Les coopérations avec la Chine qui se développent entre collectivités territoriales ont tout intérêt à bénéficier de l'appui de chercheurs chinois, dans ce rôle d'interfaces qui permet aux professionnels de mieux se comprendre. Comment favoriser ces relations entre chercheurs et institutions, dans des logiques de projet et de continuité, de diffusion et de formation ? Comment limiter les émiettements et les éparpillements des institutions ? Voilà des pistes de réflexion à soumettre à nos réflexions communes sur les méthodes de transmission dans le cursus universitaire, de recherche et de diffusion, sur les perspectives d'avenir et les champs à explorer, afin, comme Jean-François Billeter le rappelait en 1998, que la formation des sinologues aient pour vocation de s'adresser au public. Anne Cheng, dans sa leçon inaugurale au Collège de France ne l'évoque-t-elle pas : « comment faire entrer la Chine dans la culture générale de nos concitoyens (...) à la différence de nos collègues travaillant sur des domaines plus proches de l'Europe, nous autres sinologues avons encore à préparer le terrain d'une culture minimale avant de pouvoir songer à construire dessus »¹⁸ ?

¹⁸ Anne Cheng, « La Chine pense-t-elle ? », *Les leçons inaugurales du Collège de France*, consultable en ligne : <http://lecons-cdf.revues.org/170>, consulté le 10.09.10.